

● TAYEB ZITOUNI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU RND, À «LSA DIRECT» :

«Nous n'allons pas applaudir tout ce que fera le système»

● L'ancien maire d'Alger-Centre et le nouveau secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND) Tayeb Zitouni, à la tête du parti depuis près d'un an, aborde sans complexe plusieurs questions relatives au passé et à l'avenir de sa formation qui se prépare «sereinement» aux élections législatives.



Photo : Samir Sid

PAGE 5

Edition du Centre - ISSN III - 0074



Sondage Le Soir d'Algérie
et ECOTECHNICS

● VACCINATION CONTRE LA COVID-19

LES ALGÉRIENS SCEPTIQUES !

Cahier central
Pages 11, 12, 13 et 14

● CLASSEMENT FIFA

L'Algérie a finalement perdu 2 places

PAGE 17



● RETRAIT DU TEXTE SUR LA DÉCHÉANCE DE NATIONALITÉ

RAHABI SALUE UNE DÉCISION «SAGE»

PAGE 6



BILLET (PAS) DOUX

BOUMEDIÈNE A SAUVÉ LE BON VIGNOBLE ALGÉRIEN

Débat virtuel sur l'arrachage du vignoble algérien. Avec une production record, le vin algérien de table n'avait plus la grosse masse des consommateurs locaux depuis le départ des Français. Que fallait-il en faire ? La décision de Boumediène d'arracher ce vignoble-là était un acte salutaire pour l'économie nationale. La preuve : quelques années plus tard, la France, secouée par la nationalisation des hydrocarbures, imposa le boycott du vin algérien et demanda à ses partenaires d'en faire autant.

Une chose qu'on ne dit pas : aucun vignoble d'appellation garantie n'a été arraché ! Et c'est ainsi que furent sauvés le Tiemcen, le Mellah, la Montagne des Lions, le Telagh, le Zaccar, Médéa et, bien sûr, la Cuvée... du Président !

M. F.

- Plus de 53% des Algériens ne veulent pas se faire vacciner
- La majorité juge que la campagne de vaccination a tardé
- Les femmes plus hésitantes que les hommes
- 12,5% seulement se sont fait conseiller la vaccination
- 18% seulement de la population savent qu'on peut s'inscrire pour la vaccination

Avis "le lancement de la campagne a tardé" en % par rapport à la notation de l'administration (sur son rôle d'information) et du gouvernement (sur sa gestion de la vaccination)



Vaccination contre la Covid-19 : les Algériens sceptiques

Culture de sondage dites-vous ?

Par Nacer Belhadjoudja

Le sondage demeure le parent pauvre de la presse nationale. Sonder l'opinion publique sur différents sujets politique, économique ou sociétal n'est pas encore un réflexe naturel. Souvent, on lui préfère nos propres convictions. Surtout celles qui relèvent de l'idéologie.

Il y a également le scepticisme des gouvernants par rapport aux chiffres, surtout lorsqu'ils ne cadrent pas avec leurs bilans et contredisent les prévisions à venir.

Avec notre partenaire Ecotechnics, nous allons solliciter le plus souvent l'avis de nos concitoyens sur des sujets qui cadrent avec l'intérêt le plus largement partagé.

À chaque fois, la méthodologie qui guide le sondage sera exposée afin d'éviter tout malentendu. Libre à chacun, par la suite, de faire parler les chiffres. Il est vrai que les statistiques mènent à tout. Il faut juste emprunter le bon chemin.

Pour ce premier sondage, nous avons jugé utile de connaître le comportement de nos concitoyens par rapport à la vaccination contre la Covid-19.

En premier lieu, on note une grande réticence par rapport à ce début timide de vaccination contre la pandémie. Une réticence nourrie certainement par une mauvaise circulation de l'information.

L'expérience mérite d'être renouvelée afin d'asseoir chez nous la culture du sondage.

Pousser nos responsables à user de cet instrument de bonne gouvernance. Tout un programme.

N. B.



● Il n'est pas de meilleur outil qu'un sondage pour avoir une idée, la plus proche possible, de la perception qu'ont les Algériens de la situation induite par la Covid-19 et, surtout, du tournant pris dans la lutte contre la propagation du virus après la mise au point des vaccins et, ce qui nous intéresse le plus, le début laborieux et le cours tout aussi chaotique pris par la campagne de vaccination chez nous. Une situation, comme partout ailleurs dans le monde, prêtant à autant de confusion, d'idées reçues, et d'informations souvent contradictoires, le tout alimenté, de façon quasi quotidienne, par des mots et des actes, et même d'explications du genre à faire tomber des nues les esprits les plus rationnels. Déjà, il n'a pas été aisé de faire admettre en Algérie, comme partout ailleurs, que non pas un mais plusieurs vaccins contre le coronavirus ont été mis au point en aussi peu de temps après la déclaration de la pandémie. Le sondage que nous vous présentons ici montre combien

ce n'était pas et ce n'est d'ailleurs toujours pas une gageure de convaincre les Algériens de se faire vacciner. En conclusion, en raison de plusieurs considérations, ils sont plus de 53% d'Algériens à refuser de se faire vacciner. Il s'avère que la peur de «chopper une infection après avoir reçu le vaccin, ainsi que l'état de santé et la nature de la maladie que traîne le sujet ont leur poids dans la décision de se faire vacciner ou non, selon ce sondage qui, en fait, met au grand jour de nombreuses révélations sur l'insuccès, jusque-là, que rencontre la campagne de vaccination en Algérie où le niveau de refus est sensiblement plus élevé qu'en Europe et en Tunisie, selon les auteurs de ce sondage qui, assurément, apporte tout un tas d'informations de «première main» et surtout offre la latitude de tirer un lot d'enseignements qui pourraient contribuer, de façon décisive, à rectifier le tir sur plusieurs questions liées à la campagne de vaccination.

M. Azedine

Lire pages 12, 13 et 14

Photo : Newpress

La victoire sur la pandémie passe par la sensibilisation

Fait indéniable : l'Algérie est l'un des pays qui résistent le mieux à la propagation du Covid-19 depuis le début de la pandémie, malgré les pics de contamination de l'automne. Pourtant, au début de l'épreuve sanitaire plus particulièrement, et, dans une certaine mesure, ces toutes dernières semaines, dans l'esprit de beaucoup d'Algériens, le coronavirus n'a été et n'est encore pour certains que balivernes, voire une grosse manipulation.

Alors que des pays autrement plus avancés étaient happés par des vagues de contaminations, avec leurs lots de morts jusqu'à donner l'image que ces pays étaient perdus, obligés de revenir maintes fois à la case départ de leurs dispositifs, à cause d'une allure de propagation du virus qui n'a fait que remettre en cause des systèmes de santé qu'ils croyaient infaillibles, les temps étaient chez nous aux interrogations et à la crainte que l'on soit sous l'emprise de vagues aussi violentes. Il a fallu

des dizaines de contaminations et un millier de personnes touchées, vers la mi-novembre dernier, pour que, durant tout l'automne puis l'hiver, l'on se mette à voir, par exemple, le port du masque de protection se généraliser et l'application des gestes barrières observée un peu partout. La tendance haussière des contaminations vers fin octobre, début novembre a donné à réfléchir à des millions d'Algériens qui, quelques mois plus tôt, se croyaient hors d'atteinte.

Une recrudescence des contaminations, comme l'expliquait le professeur Kamel Senhadji, était due au «relâchement» dans l'application des mesures préventives, exhortant, dès lors, «tout un chacun au strict respect des gestes barrières, une condition sine qua non pour concrétiser le plan d'urgence mis en place pour faire face à la pandémie».

L'occasion d'ailleurs pour le professeur Senhadji de plaider pour l'adoption, par les pouvoirs publics, d'une «politique anticipa-

tive pour le suivi de ces pandémies, à travers des études scientifiques, et non une politique réactive, comme c'est le cas actuellement en Algérie et à travers le monde».

Beaucoup a été fait pour que l'on ne tombe pas dans le même genre de scénarios qui ont vu des milliers de victimes, comme par exemple chez nos voisins de l'Est et de l'Ouest, mais force est de constater que passé la difficile période de l'automne et une partie de l'hiver, jusqu'à il y a quelques semaines, les Algériens sont retombés dans l'insouciance face à la menace en ne s'obligeant pas à voir ce qui se passe tout autour d'eux, comme ce à quoi sont confrontés, en ce moment même, des pays de la rive nord de la Méditerranée où l'abandon à grande échelle des mesures barrières et le retour des regroupements de masse valent de nouveaux pics ayant contraint les autorités de ces pays à des mesures restrictives sur tous les plans. Il est de nouveau apparu

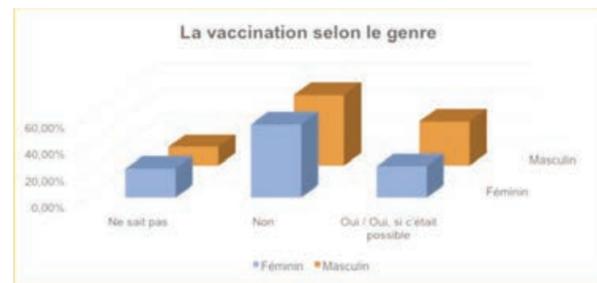
qu'il n'est pas évident de faire comprendre qu'on ne baisse pas la surveillance car la situation épidémiologique reste incertaine et pour beaucoup dépend de la continuité des gestes barrières afin de limiter la circulation du virus et sa transmission. C'est du déjà vu et déjà entendu, mais vaincre la pandémie passe d'abord par la sensibilisation, l'implication de tous, de l'imam de la mosquée du quartier au plus haut responsable en passant par la mobilisation de tous les moyens de communication à l'instar de ces chaînes de télévision qui pullulent et qui, peut-être, auront, par exemple, l'idée d'une émission hebdomadaire ou autre qui ferait le point sur tout ce qui a trait à l'évolution de la situation épidémiologique en Algérie et dans le monde où les images qui choquent sont quotidiennes. Plus choquantes que les chiffres des contaminations et des morts que l'on balance quotidiennement jusqu'à quasi banaliser la situation.

Azedine Maktour

VACCINATION CONTRE LA COVID-19 : LES ALGÉRIENS SCEPTIQUES !

● La majorité des Algériens, plus de 53%, ne veulent pas se faire vacciner. Seuls 28% affirment franchement leur adhésion. 19% sont encore hésitants. La proportion de refus est élevée. En Tunisie, en février, la même proportion était de 47%. (1) En Europe, les chiffres ne sont pas aussi élevés et sont très variables. Ils ont baissé un moment avec le lancement des campagnes de vaccination, à la fin de l'année 2020, mais ont fluctué ensuite avec la polémique sur les effets secondaires des vaccins ou de l'évolution de la pandémie elle-même. (2) En Algérie, on a constaté une évolution positive du taux d'acceptation auprès du personnel soignant. (3)

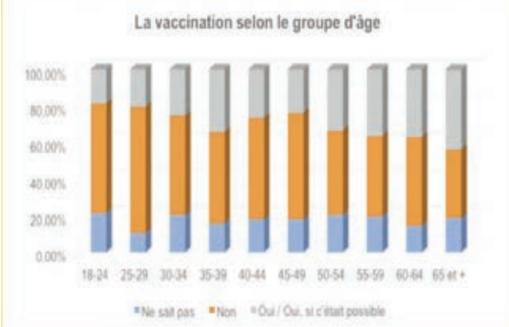
Les femmes seraient beaucoup plus hésitantes que les hommes : si la proportion de refus est presque égale, il n'en est pas de même pour les «oui» et les «je ne sais pas». Chez les hommes, la proportion d'acceptation de se faire vacciner est de 33% contre 23% chez les femmes. Les femmes seraient ainsi beaucoup plus hésitantes à se prononcer. L'attitude d'une personne par rapport à la vaccination dépend de plusieurs facteurs. Le premier est, bien entendu, celui de l'exposition au risque d'infection : les personnes âgées, les malades chroniques, certaines professions sont beaucoup plus exposés. À l'inverse, les jeunes risquent moins l'infection et surtout sont moins susceptibles d'être gravement atteints. Le plus souvent, ils ne développent même pas les symptômes, même s'ils sont infectés. Toutefois, ils transmettent la maladie tout autant que les plus âgés. L'attitude



par rapport à la vaccination est influencée aussi par la perception du degré de gravité de la maladie qu'à une personne. Ce facteur est avant tout lié au degré d'information, lui-même déterminé par des variables en en déterminant l'accès (niveau d'instruction, disponibilité de moyens d'accès...) et la volonté de rechercher l'information ou le degré d'exposition de la personne à l'information. (4)

Nos résultats font apparaître une proportion de non qui baisse avec l'âge, aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Ceci conduit naturellement à une proportion de non moins élevée chez les mariés comparativement aux célibataires. Il n'y a par contre pas de différence significative entre les différents niveaux d'instruction ou les milieux d'habitat (ville chef-lieu de wilaya, autres villes, milieu rural et habitat dispersé).

Suivant la situation individuelle, des différences importantes apparaissent. Elles sont liées à l'âge, au handicap ou à la maladie. L'acceptation est la plus élevée chez les retraités : 45% contre une moyenne de 28%. La proportion des «ne sait pas» n'est par contre pas sensiblement différente de la moyenne. À l'inverse, la proportion des «ne sait pas» chez les handicapés est nulle montrant une très forte polarisation chez cette catégorie de la population, entre les pour et les contre : 60% de non, 40% de oui. Il faut souligner aussi la proportion très élevée des hésitants («ne sait pas») chez les lycéens et étudiants et les élèves de la for-



mation professionnelle : 28% contre une moyenne de 18%. Dans ce groupe, la proportion de «ne sait pas» a surtout rogné sur la proportion de ceux qui acceptent, qui ne sont que 13,5% contre une moyenne de 28%. En synthèse, nous avons donc un niveau de refus sensiblement plus élevé que ce qu'on constate en Europe ou même en Tunisie. Ce niveau de refus est en très grande partie lié à l'âge qui, lui-même, détermine le refus de certaines autres catégories : les célibataires plus que les mariés, les étudiants et élèves de la formation professionnelle plus que la moyenne. Les handicapés, les malades chroniques et les retraités ont un taux de refus moins élevé que la moyenne. Les femmes ont le même taux de refus que les hommes, mais semblent beaucoup plus hésitantes à accepter la vaccination. Contrairement à l'intuition, le niveau d'instruction ne semble pas être un



facteur explicatif déterminant dans le refus de la vaccination. Le milieu de résidence non plus.

Les raisons du non à la vaccination

L'analyse des raisons du non à la vaccination en montre deux principales : celle du manque de confiance au vaccin et celle de la jeunesse et/ou de la bonne santé de la personne interrogée. Cette dernière caractéristique serait assimilée à moins de risque d'être infecté ou de connaître une forme sérieuse d'infection. Le premier motif regroupe 41% des non et le second près de 29%. Les deux motifs cumulent ainsi 70% de non. 6,4% nient l'existence de l'épidémie ou en minimisent l'importance. Près de 5% invoquent la fatalité (mektoub), c'est-à-dire le caractère inévitable de l'infection quand elle est «inscrite» dans notre destin. L'individu n'y pouvant rien. Enfin, il est intéressant de noter 3,8% des non qui invoquent le fait qu'ils ont déjà été contaminés. Nous supposons que ces contaminations ont été constatées d'une manière ou d'une autre (test PCR, test sérologique ou scanner). Cette proportion correspond à un peu plus de 600 000. Ce chiffre ne contient, bien entendu, pas les décès. Il est largement supérieur aux estimations officielles des personnes atteintes de la Covid-19. Celles-ci donnent un nombre de 117 000. Il comprend seulement les infections constatées par test PCR et aussi les décès.

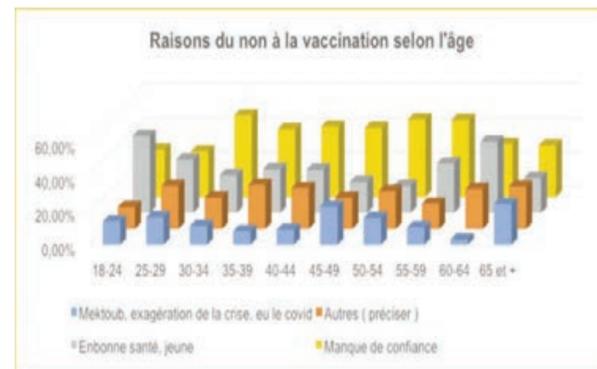
Les autres raisons couvrent à peu près 15% des non. Elles sont aussi intéressantes à analyser et donnent des pistes pour la sensibilisation à la vaccination. Sont fréquemment invoquées des raisons médicales (maladies chroniques, personnes ayant subi une opération, allergies), la grossesse, ou le fait que les personnes prennent leurs précautions pour ne pas être infectés. Une autre raison que la grossesse et qui touche aussi spécifiquement les femmes, il s'agit de l'accord de l'époux. Elle pose un problème grave de droit. Toutes ces raisons doivent bien entendu être prises en charge lors de la sensibilisation à la vaccination. Les différentes catégories de la population se distinguent dans les raisons qu'elles invoquent pour justifier leur refus de la vaccination. On peut le voir avec le niveau d'instruction, l'âge et le genre. Les différences selon d'autres facteurs sont une

conséquence de la liaison de ces facteurs avec l'âge ou le niveau d'instruction. Il en est ainsi des différences apparaissant selon le statut matrimonial ou bien le lieu de résidence (liés à l'âge) ou la situation individuelle (liée à l'âge et au niveau d'instruction). La région ne montre pas, par contre, de différences. Ainsi, alors que la proportion de non est analogue dans les différents niveaux d'instruction, il n'en est pas de même pour les raisons justifiant ce non qui font apparaître d'importantes différences selon ces niveaux. Le doute ou le manque de confiance sur le vaccin touchent relativement plus les personnes de niveau supérieur ou du secondaire, que la raison de la jeunesse et de la bonne santé des niveaux inférieurs. La fatalité est invoquée aussi plus par les niveaux d'instruction les moins élevés.

La proportion du non à la vaccination baisse globalement avec l'âge. Mais les raisons du non montrent que la bonne santé, l'absence de maladies ou la jeunesse sont relativement plus invoqués par les moins de 30 ans. Ceux-ci invoquent beaucoup moins les effets secondaires des vaccins ou le manque de confiance en ces vaccins, qui le sont relativement plus par les personnes âgées de 30 ans et plus.

Les femmes sont, elles, dans une proportion plus importante à invoquer le manque de confiance au vaccin, alors que les hommes invoquent beaucoup plus la bonne santé ou la jeunesse. Tenant compte du fait que les hommes et les femmes se répartissent à peu près de la même manière selon l'âge et la santé, il semble que cette différence entre les genres traduit plus une attitude prudente de la part des femmes.

Les autres variables ne font que traduire l'impact de l'âge ou du niveau d'instruction ou des deux à la fois. C'est le cas pour la situation matrimoniale qui montre des célibataires invoquant plus la bonne santé et la jeunesse que les mariés qui invoquent le plus souvent le manque de confiance au vaccin. Il en est de même pour le lieu de résidence qui traduit le fait que les personnes d'âge actif résident plutôt dans la ville (chef-lieu de wilaya ou autre ville), comparativement aux plus jeunes de la campagne qui continuent à y résider, et affirment plus qu'ils ne vont pas se vacciner en raison de leur jeunesse et de leur bonne



santé. La situation individuelle est, elle aussi, liée à l'âge (lycéen, étudiant, formation professionnelle, chômeur, retraité) ou au niveau d'instruction (femme au foyer, travailleur).

En conclusion, nous retrouvons dans les raisons du non une forte liaison avec l'âge et le niveau d'instruction. Ce dernier n'est pas en lui-même une variable explicative du non, mais apparaît comme un élément explicatif dans les raisons avancées lorsque la personne refuse la vaccination.

Conseiller la vaccination

Face à l'ampleur de l'épidémie, on se serait attendu, après le lancement de la

vaccination, à ce que les individus se conseillent mutuellement la vaccination. Ceci ne semble pas être le cas puisque seuls 12,5% se sont fait conseiller la vaccination. Cette proportion est déjà, de loin, inférieure à la proportion de la population qui voudrait se faire vacciner, qui est de près de 30%. Tout se passe donc comme si les personnes qui décident de se faire vacciner n'essaient pas de faire partager cette attitude. Le partage semble ne concerner qu'une petite catégorie qui ne dépasse pas un peu plus de 10% de la population adulte algérienne.

Pour la plupart des «variables explicatives» (genre, statut matrimonial, niveau d'instruction, région, type d'agglomération de résidence), nous ne constatons pas de différence significative entre les groupes de population que ces variables définissent. Il n'y a pas beaucoup de différences inter-régions non plus.

Les seules catégories spécifiques auxquelles il est conseillé de se faire vacciner (genre, statut matrimonial, niveau d'instruction, région, type d'agglomération de résidence), nous ne constatons pas de différence significative entre les groupes de population que ces variables définissent. Il n'y a pas beaucoup de différences inter-régions non plus.

Le phénomène est identique concernant l'inscription dans une structure de santé. Seuls 40% de la population adulte sait qu'elle peut s'inscrire dans un centre de santé. Mais contrairement à l'information sur l'inscription par internet, il y a dans l'information sur l'inscription dans une structure de santé d'importantes différences selon plusieurs facteurs. Hommes et femmes se distinguent ainsi assez nettement : 39,2% des femmes et 48,4% des hommes savent qu'on peut s'inscrire dans un centre de santé. Par âge, les personnes de plus de 44 ans semblent plus au courant de cette possibilité. Il y a une différence significative entre mariés et célibataires : 42% et 34%. Ceci reflète sans doute les différences d'âge entre les deux catégories et le fait que les plus jeunes soient moins informés de cette possibilité comme souligné précédemment. Il y a par contre une relation claire avec le niveau d'instruction, tout comme dans l'information sur l'inscription par internet. La proportion de personnes sachant qu'on peut s'inscrire dans une structure de santé va croissant de 34% pour le niveau alphabète-primaire à 44% pour le supérieur. La situation individuelle montre une proportion de retraités plus importante que la moyenne qui est au courant de l'ouverture de listes de vaccination dans les structures de santé publique. À l'inverse, les chômeurs le sont moins. Les autres catégories de situations individuelles sont dans la moyenne. Nous ne distinguons pas par contre de différences régionales, ou bien suivant le lieu de résidence.

Nous constatons le même phénomène que pour l'inscription sur la plateforme du ministère de la Santé, à savoir que parmi les personnes désirant se faire vacciner, celles qui sont au courant de la possibilité de s'inscrire dans un centre de santé sont loin de constituer la majorité : elles ne sont

les campagnes rentrent dans leur plein potentiel ainsi avoir un impact fortement positif.

La propension à conseiller de se faire vacciner dépend aussi fortement de l'acceptation ou non de la vaccination. Ainsi, les personnes qui désirent se faire vacciner voudraient se faire vacciner, qui est de près de 30%. Tout se passe donc comme si les personnes qui décident de se faire vacciner n'essaient pas de faire partager cette attitude. Le partage semble ne concerner qu'une petite catégorie qui ne dépasse pas un peu plus de 10% de la population adulte algérienne.

Pour la plupart des «variables explicatives» (genre, statut matrimonial, niveau d'instruction, région, type d'agglomération de résidence), nous ne constatons pas de différence significative entre les groupes de population que ces variables définissent. Il n'y a pas beaucoup de différences inter-régions non plus.

Les seules catégories spécifiques auxquelles il est conseillé de se faire vacciner (genre, statut matrimonial, niveau d'instruction, région, type d'agglomération de résidence), nous ne constatons pas de différence significative entre les groupes de population que ces variables définissent. Il n'y a pas beaucoup de différences inter-régions non plus.

Le phénomène est identique concernant l'inscription dans une structure de santé. Seuls 40% de la population adulte sait qu'elle peut s'inscrire dans un centre de santé. Mais contrairement à l'information sur l'inscription par internet, il y a dans l'information sur l'inscription dans une structure de santé d'importantes différences selon plusieurs facteurs. Hommes et femmes se distinguent ainsi assez nettement : 39,2% des femmes et 48,4% des hommes savent qu'on peut s'inscrire dans un centre de santé. Par âge, les personnes de plus de 44 ans semblent plus au courant de cette possibilité. Il y a une différence significative entre mariés et célibataires : 42% et 34%. Ceci reflète sans doute les différences d'âge entre les deux catégories et le fait que les plus jeunes soient moins informés de cette possibilité comme souligné précédemment. Il y a par contre une relation claire avec le niveau d'instruction, tout comme dans l'information sur l'inscription par internet. La proportion de personnes sachant qu'on peut s'inscrire dans une structure de santé va croissant de 34% pour le niveau alphabète-primaire à 44% pour le supérieur. La situation individuelle montre une proportion de retraités plus importante que la moyenne qui est au courant de l'ouverture de listes de vaccination dans les structures de santé publique. À l'inverse, les chômeurs le sont moins. Les autres catégories de situations individuelles sont dans la moyenne. Nous ne distinguons pas par contre de différences régionales, ou bien suivant le lieu de résidence.

Nous constatons le même phénomène que pour l'inscription sur la plateforme du ministère de la Santé, à savoir que parmi les personnes désirant se faire vacciner, celles qui sont au courant de la possibilité de s'inscrire dans un centre de santé sont loin de constituer la majorité : elles ne sont

que 43% à le savoir.

Parmi ceux qui voudraient se faire vacciner et savent qu'il y a un site internet pour s'inscrire, peu font le geste de s'inscrire. Le chiffre obtenu est de 139 000 mais l'intervalle de confiance avec lequel on peut l'encadrer indique que le chiffre peut être très petit. Les chiffres du ministère de la Santé donnent quelques dizaines de milliers et ce nombre évolue assez peu.

Le nombre d'inscriptions dans une structure de santé est certes plus important mais reste lui aussi faible. Pour les personnes de 18 ans et plus, notre sondage donne un peu plus de 608 000 (donc au moment du sondage). Malheureusement, nous n'avons aucun chiffre officiel pour faire la comparaison. Mais il faut dire que tant que les possibilités de vaccination ne sont pas concrètes,

les campagnes rentrent dans leur plein potentiel ainsi avoir un impact fortement positif.

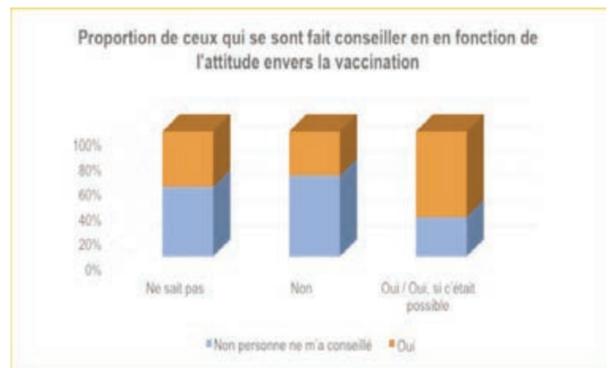
La propension à conseiller de se faire vacciner dépend aussi fortement de l'acceptation ou non de la vaccination. Ainsi, les personnes qui désirent se faire vacciner voudraient se faire vacciner, qui est de près de 30%. Tout se passe donc comme si les personnes qui décident de se faire vacciner n'essaient pas de faire partager cette attitude. Le partage semble ne concerner qu'une petite catégorie qui ne dépasse pas un peu plus de 10% de la population adulte algérienne.

Pour la plupart des «variables explicatives» (genre, statut matrimonial, niveau d'instruction, région, type d'agglomération de résidence), nous ne constatons pas de différence significative entre les groupes de population que ces variables définissent. Il n'y a pas beaucoup de différences inter-régions non plus.

Nous constatons le même phénomène que pour l'inscription sur la plateforme du ministère de la Santé, à savoir que parmi les personnes désirant se faire vacciner, celles qui sont au courant de la possibilité de s'inscrire dans un centre de santé sont loin de constituer la majorité : elles ne sont

risques de la vaccination contre 60,8% qui estiment qu'ils ne le sont pas. Cela s'explique en partie par les réponses données à une autre question : «Est-ce que vous recherchez des informations relatives au Covid-19 (y compris la vaccination) ?» Le croisement des résultats des deux questions fait apparaître que 75,2% des personnes qui estiment qu'elles ne sont pas suffisamment informées font rarement ou ne font jamais de recherche d'information sur la Covid-19. Les deux positions ne sont pas réellement contradictoires. Tout se passe comme si la majorité des Algériens ne ressentait pas le besoin de rechercher l'information, tout en ayant conscience d'être mal informés.

Il n'y a pas de différence dans la répartition des appréciations selon le genre, ni



il est difficile de conclure à partir des chiffres précédents à un manque d'engagement. Tout au plus un signal pour les autorités que beaucoup reste à faire en termes de sensibilisation à la vaccination et d'information sur les procédures d'inscription.

La préférence pour un vaccin

Parmi les personnes qui veulent se faire vacciner et qui sont donc près de 30% de la population adulte, environ le quart, plus exactement 26,4%, exprime une préférence pour une marque de vaccin. Cette préférence, lorsqu'elle est explicitée, va largement, à plus de 80%, au vaccin russe Spoutnik V.

L'âge semble être un facteur explicatif important dans la préférence ou non pour une marque de vaccin. La proportion qui a une préférence parmi les 18-24 ans est très faible (10%). Cette proportion double ou un peu plus (22%) pour les 25-44 ans et double de nouveau (40% environ) pour les personnes d'âge supérieur à 45 ans. Lié à l'âge, le statut matrimonial montre une très grande différence aussi : 12% pour les célibataires et 32% pour les mariés.

Le niveau d'instruction joue aussi de manière assez forte. La proportion de personnes ayant une préférence augmente de manière continue de 13% environ pour le groupe alphabète, primaire et moyen, pour passer à 34% pour le secondaire et 44% pour le supérieur.

La situation individuelle ne montre pas de différence significative d'un groupe à l'autre, mis à part celui des retraités : pour tous les autres groupes, la proportion est proche de la moyenne (26%), alors que pour les retraités, elle est de 20 points de plus (46%).

Il semble donc qu'il y a clairement un effet de l'âge et du niveau d'instruction pour la préférence pour une marque de vaccin.

La majorité des Algériens s'estime mal informée sur les vaccins mais... ne recherche pas spécialement l'information

Sur l'ensemble des individus interrogés, seuls 17,5% estiment qu'ils sont suffisamment informés sur les bienfaits et les

risques de la vaccination contre 60,8% qui estiment qu'ils ne le sont pas. Cela s'explique en partie par les réponses données à une autre question : «Est-ce que vous recherchez des informations relatives au Covid-19 (y compris la vaccination) ?» Le croisement des résultats des deux questions fait apparaître que 75,2% des personnes qui estiment qu'elles ne sont pas suffisamment informées font rarement ou ne font jamais de recherche d'information sur la Covid-19. Les deux positions ne sont pas réellement contradictoires. Tout se passe comme si la majorité des Algériens ne ressentait pas le besoin de rechercher l'information, tout en ayant conscience d'être mal informés.

Il n'y a pas de différence dans la répartition des appréciations selon le genre, ni

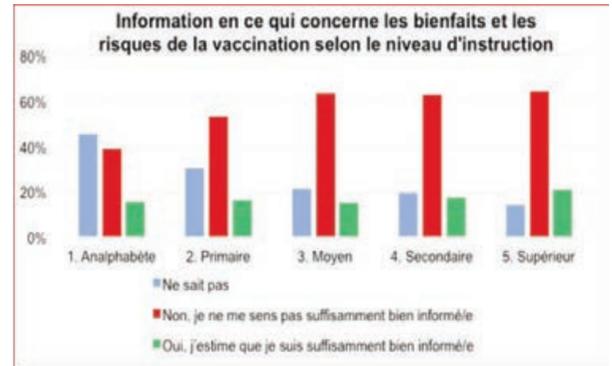
risques de la vaccination contre 60,8% qui estiment qu'ils ne le sont pas. Cela s'explique en partie par les réponses données à une autre question : «Est-ce que vous recherchez des informations relatives au Covid-19 (y compris la vaccination) ?» Le croisement des résultats des deux questions fait apparaître que 75,2% des personnes qui estiment qu'elles ne sont pas suffisamment informées font rarement ou ne font jamais de recherche d'information sur la Covid-19. Les deux positions ne sont pas réellement contradictoires. Tout se passe comme si la majorité des Algériens ne ressentait pas le besoin de rechercher l'information, tout en ayant conscience d'être mal informés.

Il n'y a pas de différence dans la répartition des appréciations selon le genre, ni

risques de la vaccination contre 60,8% qui estiment qu'ils ne le sont pas. Cela s'explique en partie par les réponses données à une autre question : «Est-ce que vous recherchez des informations relatives au Covid-19 (y compris la vaccination) ?» Le croisement des résultats des deux questions fait apparaître que 75,2% des personnes qui estiment qu'elles ne sont pas suffisamment informées font rarement ou ne font jamais de recherche d'information sur la Covid-19. Les deux positions ne sont pas réellement contradictoires. Tout se passe comme si la majorité des Algériens ne ressentait pas le besoin de rechercher l'information, tout en ayant conscience d'être mal informés.

Il n'apparaît pas de différences dans les proportions quand on compare les modalités du genre, de l'âge ou la région. Le niveau d'instruction par contre constitue une variable fortement discriminante comme on pouvait s'en douter. La proportion d'individus qui font des recherches rarement ou qui ne font jamais de recherche diminue au fur et à mesure que le niveau d'instruction augmente.

Selon la situation individuelle, nous relevons que les lycéens, élèves de la formation professionnelle et les étudiants s'intéressent moins à la recherche des informations sur la Covid-19 : 80,1% cherchent rarement ou ne cherchent jamais ce genre d'informations. Pour les autres situations individuelles, les proportions sont plus ou moins proches. La proportion des individus mariés qui cherchent des informations sur la Covid-19 est presque égale à celle des célibataires. Ceci est lié au fait qu'on ne constate pas de différence non plus quand on fait une analyse selon la variable âge. Les moins âgés étant en effet les célibataires. La différence concernant le statut matrimonial se situe dans la fréquence de recherche. Parmi les personnes qui font des recherches, les mariés le font avec une fré-



informées est, elle, presque égale d'un groupe à l'autre.

Deux situations individuelles se distinguent fortement : les lycéens, étudiants et élèves de la formation professionnelle qui

quence plus élevée : 22,1% des individus mariés effectuent des recherches quotidiennement ou plusieurs fois par semaine contre 12,5 pour les célibataires.

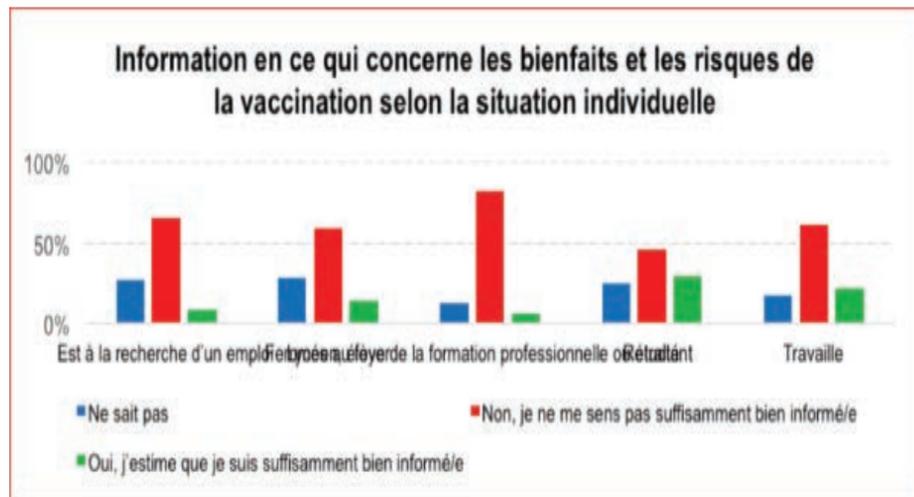
●●●●●

Une majorité jugerait que l'administration remplit bien son rôle en termes d'information sur la Covid-19 et la vaccination, ou que le gouvernement gère bien la question de la vaccination

Bien qu'une majorité d'Algériens, plus de 60%, estime qu'elle ne se sent pas suffisamment informée sur les bienfaits et risques de la vaccination, c'est aussi une grande partie qui trouve que l'administration remplit bien ou très bien son rôle en termes d'information sur

catives suivant le genre, ni le statut matrimonial, ni, à quelques nuances près, suivant le lieu de résidence ou bien la région. Ce n'est pas le cas de l'âge et surtout du niveau d'instruction. La situation individuelle fait, elle, apparaître des différences mais pas de manière aussi tranchée que l'âge ou le niveau d'instruction. Les jeunes apparaissent ainsi plus critiques que les plus âgés et surtout les plus instruits beaucoup plus critiques que ceux qui le sont moins.

Concernant l'âge, les jeunes apparaissent comme les plus critiques. Ceci apparaît sur-



la Covid-19 et la vaccination (31,2% et 11,2% respectivement). Ceux qui pensent que l'administration remplit mal ou très mal ce rôle sont dans une moindre proportion, 23% se partageant à égalité entre mal et très mal. Le reste, 35%, disent qu'ils ne savent rien ou que l'administration ne remplit son rôle ni bien ni mal.

Plusieurs hypothèses peuvent expliquer ce paradoxe entre l'affirmation d'une mauvaise information et l'appréciation par une proportion non négligeable de l'opinion que l'administration remplit bien son rôle en termes d'information, alors que précisément une grande partie de l'information sur les bienfaits et le risque de la vaccination relève de l'administration. La première est que l'information demandée ou exigée de l'administration est restreinte, et que cette demande est plus ou moins satisfaite, tout au moins du point de vue d'une forte proportion d'Algériens.

La deuxième est que la réponse à cette question comporte un biais. En effet, dès lors qu'on évoque l'administration dans une question quelconque, les sondés hésitent fréquemment à affirmer leur point de vue et préfèrent dire «je ne sais pas», ou bien à avoir une réponse neutre («ni bien, ni mal») ou à avancer une réponse en faveur de l'administration. Ainsi, un tiers répondent qu'ils ne savent pas ou bien que l'administration s'acquitte ni bien ni mal de son rôle d'information.

Il y a ainsi une grande similarité entre la manière dont les sondés notent l'administration dans son rôle d'information et celle avec laquelle ils notent la gestion de la vaccination par le gouvernement. Une proportion importante note cette gestion comme bonne ou même très bonne (37,8%), soit un pourcentage approximativement égal à ceux qui jugent que l'administration informe bien ou très bien sur la vaccination et la Covid-19. Il en est de même pour ceux qui jugent la gestion mauvaise ou très mauvaise (18%) qui est proche de ceux qui jugent que l'administration informe mal ou très mal. Le reste, ceux qui ne savent pas ou ceux qui jugent la gestion ni bonne ni mauvaise constituent 44%. Il y a d'ailleurs une forte liaison entre les réponses à la question sur la notation de l'information par l'administration et celle de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement. On fera plus loin le rapprochement entre les deux questions.

Revenons à la question de la notation du rôle d'information de l'administration.

On ne distingue pas de différences signifi-

catives dans l'évolution de la proportion de ceux qui notent «mal» ou «très mal» la manière dont l'administration remplit son rôle d'information. La tendance est en effet décroissante en fonction de l'âge. À l'inverse, la proportion de ceux qui notent «bien» ou «très bien» dégage une tendance légèrement croissante en fonction de l'âge.

L'action de l'administration

Nous observons une croissance de la proportion (au sein de chaque groupe d'âge) de personnes qui jugent bien ou très bien l'action de l'administration, et une décroissance de la proportion des personnes qui jugent l'action de l'administration mal ou très mal.

Mais les différences les plus importantes apparaissent surtout pour le niveau d'instruction. On y voit ainsi clairement l'opposition entre les niveaux analphabètes jusqu'à moyen, plutôt permissifs et des niveaux secondaires et supérieurs beaucoup plus critiques. Cela se voit particulièrement dans la notation mal ou très mal, qui augmente continuellement du groupe analphabète-primaire au supérieur et inversement. On voit clairement aussi que les deux groupes «ni bien-ni mal» et «ne sait pas», diminuent en proportion en allant vers le supérieur.

La notation de l'administration suivant la situation individuelle est impactée par l'âge et le niveau d'instruction. Nous retrouvons l'effet de l'âge chez les lycéens et les étudiants, les chômeurs, plutôt jeunes, et moins favorables à l'administration, et les retraités, âgés, plus favorables. Nous retrouvons l'effet du niveau d'instruction aussi chez ces groupes (jeunes et chômeurs, plus instruits en général, ainsi que ceux qui travaillent), comparativement aux femmes au foyer ou aux retraités.

Comme on le disait ci-dessus les réponses à la notation de l'administration dans son rôle d'information et du gouvernement dans sa gestion de la crise sont similaires. Globalement, les personnes accordant une bonne (ou une mauvaise) note à l'administration dans son rôle d'information accordent aussi une bonne (mauvaise) note au gouvernement dans la manière dont il a géré la crise sanitaire.

Il n'est donc pas étonnant de retrouver les mêmes variables qui déterminent la note accordée au gouvernement dans sa gestion de la crise sanitaire. Les variables déterminantes sont ici aussi l'âge et le niveau d'instruction, ainsi que la situation individuelle. Les plus jeunes et les plus exigeants étant les

plus jeunes et les plus instruits. Dans la situation individuelle, les plus exigeants étant les lycéens et étudiants et les chômeurs et ensuite les travailleurs. Les femmes au foyer et les retraités venant en dernier.

La majorité juge que la campagne de vaccination a tardé

Les réponses à la question «pensez-vous que la campagne de vaccination a commencé au bon moment ou a tardé ?» traduisent une opinion relativement critique sur le début de la campagne de vaccination, tenant compte des opinions plutôt favorables quant à la manière dont l'administration a joué son rôle d'information ou le gouvernement pour gérer la question de la vaccination. Près de 50% jugent en effet que la campagne de vaccination a tardé, 36% qu'elle a démarré au bon moment, le reste «ne sait pas». Cette position «critique» apparaît même chez ceux qui jugent favorablement l'administration sur l'information sur l'épidémie ou la vaccination ou bien la gestion de la question de la vaccination par le gouvernement. Nous retrouvons, ici aussi, les constats faits pour d'autres questions, à savoir comme seuls facteurs faisant apparaître des différences significatives, l'âge, le niveau d'instruction, ainsi que la situation individuelle.

La position des plus critiques étant celle des plus jeunes, ainsi que des plus instruits. Les différences dans les situations individuelles reflètent la relation de ce dernier facteur avec l'âge ou le niveau d'instruction. Les

question une relation beaucoup plus forte avec la notation du gouvernement sur sa gestion de la vaccination, qu'avec la notation de l'administration sur son rôle d'information apparaît. C'est ainsi que ceux qui jugent que le lancement de la campagne a tardé sont plus portés à juger sévèrement le gouvernement dans sa gestion de la question de la vaccination, que l'administration dans la manière dont elle remplit son rôle d'information.

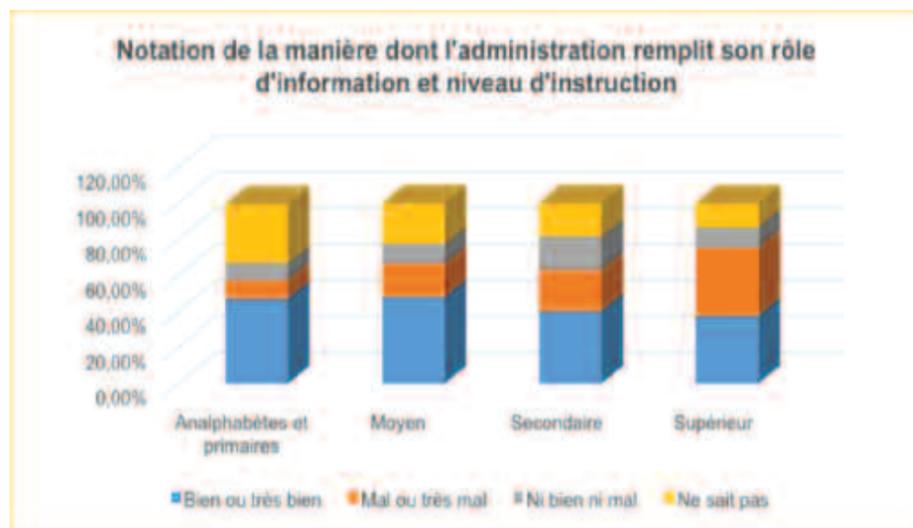
L'âge et le niveau d'instruction déterminent largement les moyens d'information utilisés pour s'informer sur la Covid-19 et la vaccination

La première source d'information utilisée par les personnes interrogées est la discussion familiale ou avec des relations.

En dehors donc de cette première source d'information, les autres sources permettent de cerner deux groupes, l'un s'oriente plus vers les réseaux sociaux et internet et l'autre vers les chaînes de télévision (publiques ou privées) nationales.

Le groupe utilisant les réseaux sociaux et l'internet est composé plutôt de jeunes ou de relativement jeunes. Ainsi, 83,9% des 18-24 ans utilisent les réseaux sociaux et 64,8% internet. Ce groupe est composé des moins de 45 ans. Ces utilisateurs ont un niveau secondaire ou supérieur.

Le groupe utilisant plutôt les chaînes de télévision publiques et privées algériennes est composé généralement de personnes âgées



autres facteurs, à savoir le genre, le statut matrimonial, le lieu de résidence et la région font apparaître des différences beaucoup moindres et souvent peu significatives. C'est-à-dire que nous n'observons pas de différences significatives entre les hommes et les femmes, les mariés et les célibataires, le fait d'habiter dans un chef-lieu de wilaya, une autre ville, la campagne, etc. À noter sur cette

de 45 ans et plus, de niveau analphabète, primaire ou moyen. Pour les autres moyens d'information, on constate une proportion des lecteurs de la presse électronique qui augmente avec le niveau d'instruction, alors que celle relative aux lecteurs de la presse écrite diminue au fur et à mesure que le niveau augmente. Enfin les retraités utilisent plus la radio que les autres groupes.

ECOTECHNICS

Ecotechnics est un cabinet d'études économiques et sociologiques fondé en 1989 par Saïd Ighilahriz, ingénieur statisticien économiste. Il active dans le domaine des études macroéconomiques et sectorielles, des études marketing et des sondages d'opinion. Il a été un pionnier des sondages d'opinion pour les médias avec un premier sondage en 1996 dans le quotidien *La Tribune*. Il en a réalisé de nombreux autres par la suite, pour le quotidien *El Watan* notamment. Il le fait aussi pour des associations, des administrations ou des organismes internationaux.

Ecotechnics réalise des enquêtes statistiques pour des administrations ou des organismes internationaux. Une des principales activités d'Ecotechnics a trait aux études de marché pour les entreprises.

Enfin, il publie régulièrement des analyses économiques sur son site www.conjoncture-dz.com.

Pour plus d'informations, consulter le site : www.ecotechnics-int.com.

1) Sondage réalisé par le cabinet Emrhod Consulting.

2) Dans un sondage réalisé pour Euronews dans quatre pays, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et la France entre le 25/02 et le 1/03, les taux d'acceptation de la vaccination étaient respectivement de 63%, 76%, 71% et 37%. Ces taux sont à comparer donc avec notre taux d'acceptation de 28,8%.

3) Voir par exemple ce qu'a dit le P^r Belhadj à ce sujet

au site TSA le 21 mars.

4) En opposant une recherche active de l'information et une information subie par l'exposition à des médias ou des situations où un individu reçoit de l'information de manière passive.

5) Ce chiffre est probablement sous-estimé en raison du faible nombre dans l'échantillon des personnes les plus âgées parmi les non, alors que ce sont les per-

sonnes où les symptômes de la Covid se manifestent le plus. Autrement dit, pour avoir une bonne estimation, il aurait fallu un échantillon plus important.

7) Le fait d'être analphabète n'exclut pas, bien entendu, de savoir qu'on peut s'inscrire par internet, même si les personnes ne s'inscrivent pas elles-mêmes directement, ou qu'elles ne connaissent pas la signification précise d'une plateforme.